

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1987-1988**

31 OCTOBRE 1987

Proposition de loi modifiant certaines dispositions légales concernant la sécurité sociale, en vue de la valorisation des familles nombreuses

(Déposée par M. Lenfant et consorts)

DEVELOPPEMENTS

Dans bon nombre de pays industrialisés dont la Belgique, les observateurs constatent une importante chute de la natalité.

Les démographes déterminent que pour maintenir constante la population d'un pays, il faut que chaque femme donne naissance à 2,1 enfants. Or, dans notre pays, le pourcentage moyen des naissances correspond à 1,56 enfant par femme, soit un manque de 25 p.c. par rapport à la norme démographique.

Si le niveau de notre population et de notre main-d'œuvre a pu se maintenir depuis 40 ans, c'est surtout grâce à l'apport de la population étrangère immigrée ($\pm 900\,000$) dont le taux de natalité est d'ailleurs supérieur au nôtre.

Cette situation va engendrer à moyen et à long terme de graves problèmes résultant du déséquilibre croissant entre population active et population non active.

Le vieillissement de la population entraîne une diminution du dynamisme de ses ressorts sociaux et économiques.

Des mesures s'imposent dès lors pour améliorer la situation démographique de notre pays.

R. A 14019

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1987-1988**

31 OKTOBER 1987

Voorstel van wet houdende wijziging van een aantal wetsbepalingen betreffende de sociale zekerheid, met het oog op een betere waardering van de grote gezinnen

(Ingediend door de heer Lenfant c.s.)

TOELICHTING

In tal van geïndustrialiseerde landen, waaronder België, stellen waarnemers een aanzienlijke daling van de nataliteit vast.

De demografen hebben berekend dat elke vrouw het leven moet schenken aan 2,1 kinderen opdat het bevolkingsaantal van een land constant zou blijven. In ons land is het gemiddelde geboortecijfer echter 1,56 kind per vrouw, d.i. een tekort van 25 pct. ten opzichte van de demografische norm.

Dat het peil van onze bevolking en onze arbeidskrachten sedert veertig jaar constant is gebleven, is vooral te danken aan de immigranten ($\pm 900\,000$), bij wie het geboortecijfer trouwens ook hoger is dan bij ons.

Deze toestand zal op middellange en lange termijn ernstige problemen scheppen doordat de wanverhouding tussen de actieve en de niet-actieve bevolking steeds verder zal toenemen.

Een verouderende bevolking verliest een deel van haar sociale en economische slagkracht.

Er moeten dan ook dringend maatregelen worden genomen om de demografische toestand van ons land te verbeteren.

R. A 14019

Beaucoup de couples souhaiteraient plus d'enfants et notamment ce troisième enfant nécessaire au maintien de la population.

Ils ne peuvent cependant pas toujours faire face au poids matériel de l'entretien et de l'éducation d'une famille nombreuse. En effet, celle-ci exige le plus souvent la présence continue de l'un des parents au foyer et donc l'abandon par l'un d'eux du travail et du deuxième salaire pourtant indispensable. De plus, le coût d'une famille nombreuse empêche le plus souvent d'épargner pour les vieux jours.

Bien que pour la plupart des femmes la maternité corresponde à l'une des valeurs spécifiques de leur condition, le recours à l'avortement reste pour certaines la seule issue possible devant les difficultés matérielles et psychologiques engendrées par une troisième grossesse.

Notre proposition vise essentiellement à rencontrer davantage que ce n'est le cas actuellement, le problème posé par l'arrivée de cette troisième grossesse, en particulier la diminution des revenus du ménage liée à l'arrêt du travail, les difficultés de retrouver un travail après une interruption de carrière, l'impossibilité de se constituer une épargne pour la vieillesse.

Commentaire des articles

Articles 1^{er} et 2

Congé d'interruption de carrière

Les réticences à envisager la naissance d'un second voire d'un troisième enfant sont souvent liées aux répercussions de cette situation nouvelle sur la poursuite d'activités professionnelles souvent nécessaires pour permettre au ménage de conserver un pouvoir d'achat constant.

Le réseau de crèches et de gardes d'enfants ne peut pas prétendre résoudre entièrement les problèmes liés à la multiplicité des enfants au sein d'une même famille : pénurie de place, coût, impossibilité lorsque l'enfant est malade, etc.

Par ailleurs, la possibilité pour les enfants et les parents de se côtoyer plus longuement dans le cadre familial constitue sans aucun doute un enrichissement mutuel dont l'enfant sera le premier bénéficiaire pour assurer son équilibre et son épanouissement futur.

Nous estimons dès lors qu'il y a lieu de réaménager le congé d'interruption de carrière existant en l'étendant à une période de une à trois années, la possibilité restant offerte à l'un des deux parents de reprendre un congé d'interruption pendant une période de trois ans à la naissance d'un deuxième enfant et ainsi de suite jusqu'au dernier enfant.

Si un parent le souhaite, lorsque la famille comporte trois enfants, cette interruption de carrière peut être poursuivie jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait terminé son cycle d'études secondaires.

L'arrêté royal du 4 août 1986 doit donc être modifié en ce sens.

Tal van ouders willen meer kinderen en met name dat derde kind dat nodig is om de bevolking op peil te houden.

Ze kunnen echter niet steeds de materiële druk de baas die het onderhoud en de opvoeding van een groot gezin met zich brengt. Meestal is het immers nodig dat een van de ouders voortdurend thuis aanwezig is, m.a.w. dat een van beiden zijn baan opgeeft en dus afziet van het nochtans onmisbare tweede inkomen. Bovendien kost een groot gezin zoveel geld dat sparen voor de oude dag meestal onmogelijk wordt.

Hoewel de meeste vrouwen het moederschap als een van de specifieke waarden van hun vrouw-zijn beschouwen, is abortus voor sommigen vaak de enige oplossing voor de materiële en psychologische problemen die aan een derde zwangerschap verbonden zijn.

Ons voorstel wil, meer dan momenteel het geval is, de problemen verzachten die door een derde zwangerschap worden veroorzaakt, met name de vermindering van het gezinsinkomen als gevolg van de stopzetting van de beroepsarbeid, de moeilijkheden om ander werk te vinden na een loopbaanonderbreking en de onmogelijkheid om iets opzij te leggen voor de oude dag.

Commentaar bij de artikelen

Artikelen 1 en 2

Loopbaanonderbreking

Dat ouders twijfelen of ze nog een tweede, laat staan derde kind willen, heeft vaak te maken met de vraag of voortzetting van de beroepsactiviteit dan nog wel mogelijk zal zijn, een activiteit die vaak noodzakelijk is om de koopkracht van het gezin constant te houden.

Met het net van crèches en kinderdagverblijven kunnen niet alle problemen worden opgelost die eigen zijn aan een kinderrijk gezin : plaatsgebrek, kosten, moeilijkheden wanneer het kind ziek is enz.

De mogelijkheid voor ouders en kinderen om langer bij elkaar te zijn in gezinsverband betekent ongetwijfeld een wederzijdse verrijking die vooral het evenwicht en de latere ontplooiing van het kind ten goede zal komen.

Wij menen dan ook dat de bestaande loopbaanonderbreking gewijzigd dient te worden en uitgebreid tot een periode van drie jaar. Bovendien moet voor een van beide ouders de mogelijkheid blijven bestaan van een nieuwe loopbaanonderbreking voor een periode van drie jaar bij de geboorte van een tweede kind. Dit kan herhaald worden tot en met het laatste kind.

Indien een ouder het wenst kan, wanneer het gezin drie kinderen heeft, deze loopbaanonderbreking worden voortgezet tot het jongste kind het secundair onderwijs heeft voltooid.

Het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 moet dus in die zin gewijzigd worden.

Articles 3 à 5

Admission dans un troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire, ou comme premier travailleur

Le parent d'une famille de trois enfants qui a quitté son emploi ou s'est abstenu de travailler pour élever sa famille sans émarger au chômage, se voit reconnaître le droit d'être occupé dans le cadre d'un troisième circuit de travail ou dans un cadre spécial temporaire pour autant qu'il n'ait pas atteint l'âge de la pension.

Le même droit est reconnu au parent de trois enfants qui a perdu involontairement son emploi dans le cadre d'un congé d'interruption de carrière tel que visé à l'arrêté royal du 4 août 1986.

Cet élargissement important de l'accès au troisième circuit de travail entraîne une modification de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, celui de l'accès au cadre spécial temporaire entraînant une modification de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 août 1981 d'exécution de l'article 81, § 3, de la section 3, cadre spécial temporaire, du chapitre 3, de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

Cet élargissement revêt un caractère exceptionnel puisqu'il déroge à la condition du chômage complet indemnisé de deux ans, instaurée comme principe d'accès au troisième circuit de travail par la réglementation de 1982.

Cette importante modification est justifiée par la nécessité de déjouer la difficulté de retrouver un emploi perdu après une interruption de carrière.

En effet, l'interdiction de licencier le travailleur jouissant d'une période d'interruption de carrière n'est sanctionnée que par le paiement d'une indemnité qui n'empêchera pas que dans certains cas le licenciement intervienne.

Par ailleurs, durant une période de trois ans ou plus, le risque de fermeture ou de faillite ne doit pas non plus être exclu.

Si ces circonstances surviennent, le travailleur, compte tenu de la durée de l'interruption de carrière, aura plus de difficultés qu'un autre à retrouver un emploi similaire.

La proposition veut également faciliter l'engagement comme premier travailleur dans le cadre de l'arrêté royal n° 111 du 15 décembre 1982 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur de certaines personnes physiques ou morales qui engagent un premier travailleur (*Moniteur belge* du 21 décembre 1982).

Artikelen 3 tot 5

Toelating tot het derde arbeidscircuit of tot het bijzonder tijdelijk kader, of als eerste werknemer

De ouder van een gezin van drie kinderen die zijn betrekking heeft opgezegd of niet heeft gewerkt om zijn kinderen op te voeden en ondertussen geen werkloosheidsuitkering heeft gekregen, heeft het recht te werken in een derde arbeidscircuit of een bijzonder tijdelijk kader indien hij de pensioengerechtigde leeftijd nog niet heeft bereikt.

Dat recht wordt ook toegekend aan de ouder van drie kinderen die ongewild zijn betrekking heeft verloren als gevolg van een loopbaanonderbreking zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 augustus 1986.

Deze belangrijke verruiming van de toegang tot het derde arbeidscircuit maakt een wijziging noodzakelijk van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector; de verruiming van de toegang tot het bijzonder tijdelijk kader maakt een wijziging noodzakelijk van artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 tot uitvoering van artikel 81, § 3, van afdeling 3, bijzonder tijdelijk kader, van hoofdstuk 3 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978.

Deze verruiming heeft een uitzonderlijk karakter, aangezien ze afwijkt van de voorwaarde gesteld in het besluit van 1982 dat men gedurende ten minste twee jaar uitkeringsgerechtigde volledig werkloze moet zijn om toegang tot het derde arbeidscircuit te krijgen.

Deze belangrijke wijziging is gerechtvaardigd omdat het moeilijk is een nieuwe baan te vinden nadat men zijn vorige betrekking als gevolg van een loopbaanonderbreking is kwijtgeraakt.

Ontslag van de werknemer gedurende de loopbaanonderbreking is weliswaar verboden, maar bij overtreding van het verbod moet alleen schadevergoeding worden betaald, wat dus niet zal verhinderen dat in een aantal gevallen toch tot ontslag wordt overgegaan.

De mogelijkheid van sluiting of faillissement van het bedrijf gedurende een periode van drie jaar of meer is trouwens niet helemaal denkbeeldig.

Indien een van deze gevallen zich voordoet, zal de werknemer, gelet op de duur van de loopbaanonderbreking, nog meer moeilijkheden hebben dan iemand anders om een soortgelijke betrekking te vinden.

Dit voorstel wil eveneens de aanwerving als eerste werknemer bevorderen, in het kader van het koninklijk besluit nr. 111 van 15 december 1982 tot tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ten voordele van sommige natuurlijke of rechtspersonen die voor het eerst een werknemer in dienst nemen (*Belgisch Staatsblad* van 21 december 1982).

Les mesures préconisées sont donc destinées à parer à ce risque très probable de perte d'emploi.

Il conviendrait néanmoins de limiter ces mesures aux parents d'une famille de trois enfants dont les revenus du ménage, allocations familiales comprises, sont inférieurs à 600 000 francs nets par an, indexés, auxquels il conviendrait d'ajouter 112 500 francs par enfant à partir du troisième enfant à charge.

Articles 6 et 7

Pension de retraite

Les frais liés à l'entretien et à l'éducation d'un troisième enfant empêchent un couple disposant de revenus normaux de s'assurer une épargne suffisante en vue d'une pension complémentaire.

La pension légale doit dès lors être augmentée par rapport au montant déterminé en fonction de la carrière professionnelle.

Il conviendrait néanmoins de limiter cette augmentation de la pension légale aux ménages et aux isolés dont la pension, tous autres revenus inclus, est inférieure au double de la pension minimale pour une carrière complète.

Ce système doit être mis en vigueur tant pour les travailleurs salariés que pour les travailleurs indépendants.

P. LENFANT.

**

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE 1^{er}

L'article 3, 2°, de l'arrêté royal du 4 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption est complété comme suit :

« elle pourra toutefois être d'un an minimum et de trois ans maximum si elle a pour but de pourvoir à l'éducation des enfants; »

ART. 2

L'article 4 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Le droit aux allocations d'interruption des travailleurs visés à l'article 3, 2°, *in fine*, pourra toutefois être renouvelé dans les mêmes conditions en cas et à partir de la naissance d'un deuxième enfant jusqu'à la naissance d'un dernier enfant. Lorsque la famille comporte trois enfants, l'interruption de carrière pourra être poursuivie jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait terminé son cycle d'études secondaires. »

De maatregelen die wij voorstaan, zijn dus bestemd om het waarschijnlijke verlies van de betrekking te compenseren.

Het verdient evenwel aanbeveling die maatregelen te beperken tot de ouders van een gezin met drie kinderen wier inkomsten, kinderbijslag inbegrepen, minder bedragen dan 600 000 frank netto per jaar (geïndexeerd), waar 112 500 frank per kind zou moeten bijkomen vanaf het derde kind ten laste.

Artikelen 6 en 7

Rustpensioen

De kosten voor het onderhoud en de opvoeding van een derde kind beletten de ouders met gemiddelde inkomsten om voldoende spaargeld opzij te leggen ter aanvulling van hun pensioen.

Het wettelijk pensioen moet dus worden verhoogd wat betreft het bedrag dat bepaald wordt op grond van de beroepsloopbaan.

Deze verhoging zou echter beperkt moeten worden tot de gezinnen en de alleenstaanden van wie het pensioen, samen met alle andere inkomsten, minder bedraagt dan het dubbele van hun minimumpensioen voor een volledige loopbaan.

Deze regeling moet zowel voor de werknemers als voor de zelfstandigen gelden.

**

VOORSTEL VAN WET

ARTIKEL 1

Artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen wordt aangevuld als volgt :

« de schorsing mag evenwel minimum één jaar en maximum drie jaar duren, indien zij de opvoeding van de kinderen tot doel heeft; »

ART. 2

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het recht op onderbrekingsuitkeringen voor de werknemers bedoeld aan het slot van artikel 3, 2°, kan evenwel onder dezelfde voorwaarden verlengd worden vanaf de geboorte van een tweede kind tot de geboorte van het laatste kind. Wanneer het gezin drie kinderen heeft, kan de loopbaanonderbreking worden voortgezet tot het jongste kind het secundair onderwijs heeft voltooid. »

ART. 3

L'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, est complété par un 7°, rédigé comme suit :

« 7° être parent d'une famille d'au moins trois enfants, et avoir quitté son emploi ou s'être abstenu de travailler pour élever sa famille sans avoir été inscrit sur les listes de demandeurs d'emploi de l'Office national de l'emploi ou encore avoir perdu son emploi dans le cadre d'un congé d'interruption de carrière visé par l'arrêté royal du 4 août 1986, relatif à l'octroi d'allocations d'interruption et ne pas encore avoir atteint l'âge de la pension, à condition que les revenus annuels du ménage, allocations familiales comprises, n'excèdent pas 600 000 francs nets, indexés, augmentés de 112 500 francs par enfant à partir du troisième enfant à charge. »

ART. 4

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 août 1981 d'exécution de l'article 81, § 3, de la section 3, cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 est complété comme suit :

« ainsi que parmi les parents d'une famille d'au moins trois enfants, qui ont quitté leur emploi ou se sont abstenus de travailler pour élever leur famille sans avoir été inscrits sur les listes de demandeurs d'emploi de l'Office national de l'emploi ou encore ont perdu leur emploi dans le cadre d'un congé d'interruption de carrière visé par l'arrêté royal du 4 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption et qui n'ont pas encore atteint l'âge de la pension, à condition que les revenus annuels du ménage, allocations familiales comprises, n'excèdent pas 600 000 francs nets, indexés, augmentés de 112 500 francs par enfant à partir du troisième enfant à charge. »

ART. 5

L'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté royal n° 111 du 15 décembre 1982 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur de certaines personnes physiques ou morales qui engagent un premier travailleur, est complété par un e) libellé comme suit :

« e) soit un travailleur, chef de ménage ou non, qui même sans être inscrit sur les listes des demandeurs d'emploi de l'Office national de l'emploi, sollicite un emploi après avoir bénéficié d'un congé d'interruption de carrière prévu par l'arrêté royal du 4 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, à condition que les revenus annuels du

ART. 3

Artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd door de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, wordt aangevuld met een 7°, luidende :

« 7° ouder zijn van een gezin van ten minste drie kinderen en, hetzij zijn betrekking opgezegd hebben of niet gewerkt hebben om zijn kinderen op te voeden en ondertussen niet ingeschreven geweest zijn als werkzoekende bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, hetzij zijn betrekking verloren hebben als gevolg van een loopbaanonderbreking bedoeld in het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen en de pensioengerechtigde leeftijd nog niet hebben bereikt, op voorwaarde dat het jaarlijks gezinsinkomen, kinderbijslag inbegrepen, niet meer bedraagt dan 600 000 frank netto (geïndexeerd), vermeerderd met 112 500 frank per kind vanaf het derde kind ten laste. »

ART. 4

Artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 tot uitvoering van artikel 81, § 3, afdeling 3, bijzonder tijdelijk kader, van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, wordt aangevuld als volgt :

« of nog onder de ouders van een gezin van ten minste drie kinderen die, hetzij hun betrekking opgezegd hebben of niet gewerkt hebben om hun kinderen op te voeden en ondertussen niet ingeschreven geweest zijn als werkzoekende bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, hetzij hun betrekking verloren hebben als gevolg van een loopbaanonderbreking bedoeld in het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen en de pensioengerechtigde leeftijd nog niet hebben bereikt, op voorwaarde dat het jaarlijks gezinsinkomen, kinderbijslag inbegrepen, niet meer bedraagt dan 600 000 frank netto (geïndexeerd), vermeerderd met 112 500 frank per kind vanaf het derde kind ten laste. »

ART. 5

Artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit nr. 111 van 15 december 1982 tot tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ten voordele van sommige natuurlijke of rechtspersonen die voor het eerst een werknemer in dienst nemen, wordt aangevuld met een punt e), luidende :

« e) ofwel een werknemer zijn, al dan niet gezinshoofd, die, ook al was hij niet ingeschreven als werkzoekende bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, een betrekking zoekt na afloop van een loopbaanonderbreking zoals bepaald in het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, op voorwaarde

ménage, allocations familiales comprises, n'excèdent pas 600 000 francs nets, indexés, augmentés de 112 500 francs par enfant à partir du troisième enfant à charge. »

ART. 6

A l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, sont apportées les modifications suivantes :

1° le a) est complété comme suit :

« ou 85 p.c. pour les travailleurs ayant eu la charge d'au moins trois enfants sans avoir bénéficié de l'arrêté royal du 4 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, dans l'hypothèse où les revenus nets cumulés ne dépassent pas le double de la pension minimale prévue pour les autres bénéficiaires pour une carrière complète. »

2° le b) est complété comme suit :

« ou 65 p.c. pour les travailleurs ayant eu la charge d'au moins trois enfants sans avoir bénéficié des avantages prévus par l'arrêté royal du 4 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption dans l'hypothèse où les revenus nets cumulés ne dépassent pas le double de la pension minimale prévue pour les autres bénéficiaires pour une carrière complète. »

ART. 7

L'article 11 du même arrêté, modifié par la loi du 5 juin 1970, est complété par l'alinéa suivant :

« Le travailleur qui a interrompu sa carrière conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 4 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption pour s'occuper de ses enfants peut justifier, durant cette période d'interruption, d'une occupation habituelle et en ordre principal comme travailleur salarié visé par le présent arrêté. »

ART. 8

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

P. LENFANT.
R. BATAILLE.
H. DELEECK.

dat het jaarlijks gezinsinkomen, kinderbijslag inbegrepen, niet meer bedraagt dan 600 000 frank netto (geïndexeerd), vermeerderd met 112 500 frank per kind vanaf het derde kind ten laste. »

ART. 6

In artikel 10, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van de werknemers worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt a) wordt aangevuld als volgt :

« of 85 pct. voor de werknemers die ten minste drie kinderen ten laste hebben gehad en niet de voordelen hebben genoten van het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, op voorwaarde dat de gecumuleerde netto-inkomsten niet meer bedragen dan het dubbele van het minimumpensioen dat wordt toegekend aan de andere gerechtigden voor een volledige loopbaan. »

2° punt b) wordt aangevuld als volgt :

« of 65 pct. voor de werknemers die ten minste drie kinderen ten laste hebben gehad en niet de voordelen hebben genoten van het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, op voorwaarde dat de gecumuleerde netto-inkomsten niet meer bedragen dan het dubbele van het minimumpensioen dat wordt toegekend aan de andere gerechtigden voor een volledige loopbaan. »

ART. 7

Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de wet van 5 juni 1970, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De werknemer die overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen zijn loopbaan heeft onderbroken om voor zijn kinderen te kunnen zorgen, kan gedurende deze onderbrekingsperiode het bewijs leveren van een gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling als werknemer zoals bedoeld in dit besluit. »

ART. 8

Deze wet treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.